

Internet, pour le meilleur et pour le pire

Discours du Conseiller fédéral Moritz Leuenberger à l'occasion de la 3^e Conférence de préparation (PrepCom3) de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI, Tunis 2005)

Genève, le 19 septembre 2005

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs,

Vous êtes réunis ici à Genève pour la dernière fois afin de préparer le Sommet de Tunis. Cette réunion est importante. C'est en quelque sorte la répétition générale avant la grande représentation. On dit parfois que les répétitions générales ratées sont le gage d'une première réussie ! Même si c'est parfois le cas, j'espère que la PrepCom 3, ici à Genève, sera couronnée d'un succès. Un succès qui contribuera, je le souhaite, à l'heureux aboutissement du processus à Tunis, mi-novembre.

Parce que le sommet n'est pas un spectacle, il est un dialogue, un échange, où l'écoute est indispensable comme dans tout processus politique qui veut répondre aux défis de notre temps, en l'occurrence ceux de la société qui est désormais la nôtre : la société de l'information.

Le sommet n'est pas un spectacle, il est un événement politique, le premier à avoir rassemblé tous les Etats de la planète autour du thème des technologies de l'information et de la communication (TIC). Certains y ont vu du temps perdu, de l'argent gaspillé. Ils ont peut-être oublié qu'avant la réalisation d'une politique, il y a la rencontre et le débat.

Avant le sommet de l'information, il y avait eu des conférences bien sûr, mais elles traitaient plutôt de questions techniques.

Jamais on n'avait débattu, à l'échelle planétaire, des avantages que les technologies dites TIC pouvaient apporter à l'humanité, par exemple dans la lutte contre la pauvreté et la faim, dans le domaine de la santé ou dans l'édification d'un Etat plus transparent et plus démocratique.

Jamais auparavant on n'avait examiné pour quelles raisons la moitié de l'humanité ne dispose toujours pas d'un téléphone, sans parler d'un accès à internet ; ni pour quelles raisons cette fracture numérique creuse encore le fossé existant entre les riches et les pauvres. Vous étiez sans doute nombreux à avoir reconnu ses problèmes, à les avoir thématiques. Mais à quoi bon prêcher dans le désert ? Ici, au sommet, les mots sont tombés dans une terre fertile et ils développeront des effets.

Jamais non plus le sujet d'internet n'avait été abordé à cette échelle. Même si ce moyen de communication imprègne profondément notre vie – dans les pays industrialisés, mais aussi, de manière croissante, dans les pays en voie de développement.

Avec la naissance du sommet – l'idée a germé il y a sept ans au sein de l'Union internationale des télécommunications – le monde s'est penché sur ces questions. Et le travail a véritablement commencé en 2001, deux ans avant le Sommet de Genève. La déclaration de principe et le plan d'action adoptés au Sommet de Genève en décembre 2003 en ont été les premiers temps forts.

Le temps de la démocratie

Rappelez-vous, il y a eu des nuits qui n'en finissaient plus, des petits matins blêmes; vous faisiez un pas en avant, puis reculiez d'autant, il y avait de l'espoir et de la déception. Au début, chacun s'agrippait à sa position, refusant tout compromis.

C'est que nous touchions des questions politiques essentielles : nous voulions la liberté d'expression pour tous, nous voulions combler la fracture dite numérique, celle qui sépare le monde en deux, nous voulions par exemple que chaque hôpital, même dans une région reculée, puisse profiter du savoir des spécialistes les plus pointus et pratiquer des opérations à distance.

Le Sommet de Genève en 2003 l'a clairement démontré. Dans cette forme de politique, un président ou un ministre ne peut pas trancher, aucun gouvernement ne peut imposer sa volonté; les solutions sont recherchées de manière démocratique, selon le principe de la subsidiarité : à chaque Etat membre d'appliquer les principes décidés au sommet.

A Genève, en 2003, nous avons fini par dire oui, nous nous sommes mis d'accord sur un plan d'action à réaliser jusqu'en 2015. Nous avons décidé que:

- tous les villages, tous les hôpitaux, toutes les bibliothèques, toutes les universités et les écoles devraient être connectés aux TIC,
- la population du monde entier ait accès à la télévision et à la radio,
- chaque citoyen puisse, librement, chercher des informations et exprimer son opinion, dans les médias traditionnels aussi,
- enfin, que chacun puisse chercher et créer des informations dans sa propre langue.

Internet et le rôle de l'Etat

Bientôt, nous allons nous retrouver de l'autre côté de la Méditerranée, à Tunis. Un des thèmes centraux y sera celui de la gouvernance d'internet, et notamment le rôle de l'Etat. Parce que la toile offre le meilleur et le pire. Internet peut sauver des vies en améliorant l'information préventive des populations lors de catastrophes naturelles. La toile et la téléphonie sont des infrastructures comme le rail et la route. Une société équitable vise à ce que chacun dispose de ces infrastructures qui permettent aux citoyens de communiquer et de s'entraider. C'est une condition vers une société plus juste.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication contribuent à une société plus solidaire et plus sûre, mais il faut veiller à ce qu'elles n'entravent pas la liberté du citoyen.

Nous le savons tous, entre sécurité et liberté, la pesée d'intérêts débouche sur des dilemmes quotidiens : faut-il évacuer de force des régions dévastées par des inondations comme La Nouvelle-Orléans? Faut-il interdire les comportements qui mettent en danger la santé des citoyens? Jusqu'où aller?

Transposés dans le monde des technologies de l'information, les dilemmes demeurent. L'Etat doit pouvoir interdire des sites pédophiles ou des réseaux terroristes, il doit protéger le citoyen contre le Spam et contre les escrocs qui tentent de vider ses comptes bancaires, mais il doit aussi garantir la liberté d'expression des citoyens, leur accès libre aux informations. L'Etat ne doit pas se servir de la lutte contre le cybercrime et le terrorisme comme prétexte pour censurer les citoyens qui expriment des critiques vis-à-vis de leur gouvernement. En revanche, la gestion technique et commerciale d'internet au quotidien, doit rester entre les mains du secteur privé, pour que le réseau continue de se développer avec dynamisme.

Cette discussion promet d'être vive à Tunis.

Aussi, je vous souhaite, pour cette dernière répétition générale, pour cette dernière – et probablement difficile – conférence préparatoire, beaucoup de patience et d'indulgence, et une grande résistance à la frustration.

Je me réjouis d'ores et déjà d'apprécier dans deux mois à Tunis le résultat du travail que vous aurez accompli ici à Genève. Le processus sera parvenu, espérons-le, à un stade permettant d'affirmer que des progrès ont déjà été réalisés au cours des deux dernières années.

Je me réjouis surtout de voir ce processus du sommet de l'information se poursuivre après Tunis, se réaliser peu à peu, se transformer en actions. Le sommet sera vraiment réussi le jour où tous les hommes et les femmes de notre planète bénéficieront, dans leur vie de tous les jours, partout dans le monde, des avantages des technologies de l'information. Alors seulement, notre société de l'information sera devenue réellement une société de la connaissance pour tous. Et cela, ce sera une grande première.